

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5029 - LUNDI 16 JUIN 2025

INCLUSION FINANCIÈRE

Entente entre
les banques et
leurs clients

L'Association professionnelle des établissements de crédit (Apéc), représentée par le directeur général de la Banque postale du Congo, Calixte Tabangoli, et la coordination du Réseau des associations de consommateurs (RAC) ont conclu un accord visant à répondre aux nombreuses plaintes des usagers concernant la qualité et les coûts des services bancaires.

Cet accord vise à favoriser un climat de confiance entre les banques et leurs clients, améliorer la communication au public et fournir aux représentants des consommateurs de meilleures informations en matière de services bancaires en vue de pallier tous malentendus.

Page 4



Les deux parties signataires de l'accord/Adiac

LUTTE CONTRE LE DIABÈTE

Appel à une prise
de conscience collective

Les marcheurs à leur arrivée à la mairie de Brazzaville/Adiac

Les organisateurs de la traversée du Mayombe ont lancé, au terme de la 5^e édition, un appel à la prise de conscience collective du diabète pour faire de la lutte contre cette maladie une préoccupation nationale. Au regard de l'augmentation significative des dépistages réalisés cette année par rapport aux précédentes éditions, les initiateurs de cette marche qui part de Pointe-Noire à Brazzaville entendent sensibiliser le maximum des Congolais aux dangers des maladies non transmissibles comme le diabète et l'hypertension artérielle qui constituent une charge de dépenses publiques beaucoup plus importantes que les maladies transmissibles.

Page 5

JUMELAGE

La Mairie du Mée-sur Seine
renforce sa coopération
avec Pokola

Délégation congolaise de Pokola en compagnie du maire de la ville du Mée-sur-Seine, juin 2025/DR

Sur invitation de Franck Vernin, président de l'agglomération Melun Val de Seine et maire de la ville du Mée-sur-Seine en France, le maire de Pokola, dans le département de la Sangha, Hadjinsy Grégoire Kouffale, entend explorer de nouveaux axes de coopération décentralisée en matière de production de produits agricoles biotransformés localement. Ces échanges à la manière artisanale porteront, entre autres, sur la poudre et le beurre de cacao, le gombo, le piment, les amandes et l'huile de djangsang.

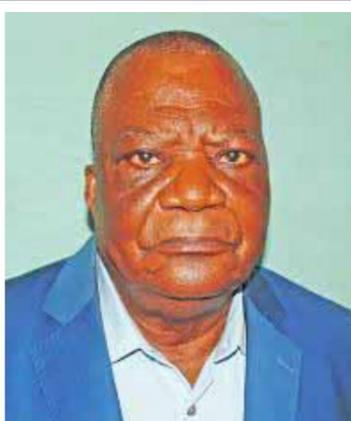
Page 3

DISPARITION

Lecas Atondi Monmondjo s'en est allé

L'enseignant-chercheur retraité, Julien Lecas Atondi Monmondjo, est décédé le 14 juin à Brazzaville à l'âge de 85 ans. Né le 16 novembre 1940 à Fort-Rousset, actuellement Owando, dans le département de la Likouala-Mossaka à l'époque, l'illustre disparu plus connu sous le nom de Lecas Atondi Monmondjo a commencé son itinéraire professionnel comme instituteur à l'école primaire, enseignant d'anglais et de français au collège, professeur de français au lycée puis chargé de cours à la faculté des lettres et des sciences humaines à l'Université Marien-Ngouabi avant d'embrasser une formation en journalisme à l'Université de Haute Normandie (France) en 1981 puis Paris XII Créteil.

Page 2



ÉDITORIAL

En vacances

Page 2

ÉDITORIAL

En vacances

Plus que quelques semaines et nos tout-petits de l'école primaire, leurs aînés des collèges et lycées crieront à l'unisson «Vive les vacances ! ». Pendant neuf mois ils ont passé l'essentiel de leur temps à s'éduquer et se former, convaincus pour les plus déterminés d'entre eux que le chemin qu'ils empruntent est certes long et exaltant mais prometteur.

Ceux qui passeront en classe supérieure, ou réaliseront le premier succès de leur parcours scolaire en arrachant leur Certificat d'études primaires élémentaires, leur brevet du premier cycle ou leur baccalauréat, réaliseront qu'ils n'ont pas perdu le temps. Au contraire, le moment sera opportun pour eux de continuer à croire en leur potentiel.

Il reste une inconnue : où vont-ils passer leurs trois mois de repos mérité ? Par le passé, les colonies de vacances organisées à l'initiative des pouvoirs publics étaient un tremplin pour l'épanouissement des jeunes enfants, mais aussi des uniques moments de brassage que déjà l'école assure mais dans une perspective solennelle d'apprentissage et d'émulation.

Les quelques unités de production du pays s'ouvriront-elles aux enfants qui en feront la demande, au moins pour les mettre dans le bain de l'activité économique avant l'entrée de plain-pied, les années à venir, dans le monde de l'entrepreneuriat ? Ils sont, en effet, si nombreux ces jeunes gens en vacances qu'il sera difficile de les « embaucher » tous.

Peut-être que les familles, leurs propres familles, leur offriront l'occasion de se consacrer à quelques activités agricoles, de manutention, de mécanique et bien d'autres, mine de rien rentables, si tant est que tous les élèves en vacances, qu'ils soient collégiens ou lycéens, aviseront qu'ils n'en auront que pour quelques mois avant de retourner à l'école préparer leur futur.

Les Dépêches de Brazzaville

DISPARITION

Lecas Atondi Monmondjo a tiré sa révérence

L'enseignant-chercheur retraité à l'Université Marien-Ngouabi de Brazzaville, Julien Lecas Atondi Monmondjo, est décédé à Brazzaville à l'âge de 85 ans, des suites d'une maladie.

Né le 16 novembre 1940 au dispensaire de Fort-Rousset, actuellement Owando, dans le département qui s'appelait à l'époque Likouala-Mossaka, Julien Atondi Lecas Monmondjo plus connu sous le nom de Lecas Atondi Monmondjo a débuté ses études primaires à Owando avant d'intégrer le Petit-séminaire Saint Pie X de Makoua pour le cycle secondaire.

L'illustre disparu a commencé son itinéraire professionnel comme instituteur à l'école primaire, enseignant d'anglais et de français au collège, professeur de français au lycée puis chargé de cours à la faculté des lettres et des sciences humaines à l'Université Marien-Ngouabi.

Après une formation en journalisme à l'université de Haute Normandie (France) en 1981 puis Paris XII Créteil, il rentre au Congo pour diriger successivement l'Agence congolaise d'information, la Radio et la Télévision nationales, puis le journal Etumba de 1969 à 1971. Il repart ensuite à l'enseignement, en prenant la direction de l'École nationale d'administration et de magistrature de 1971 à 1972. Après une éclipse, il retrouve l'administration comme directeur général de l'Office national des librairies populaires de 1985 à 1987.

Sur le plan politique, Julien Lecas Atondi Monmondjo a connu plusieurs fois la prison. Il fut condamné à la peine capitale dans l'affaire de la tentative du coup d'Etat du lieutenant Ange Diawara le 22 février 1972 communément appelée « Le M22 ». Sa peine capitale fut commuée en prison à perpétuité, avant d'être libéré.



Julien Atondi Lecas Monmondjo

Le 1er août 1987, il est de nouveau arrêté et mis en prison sans chef d'inculpation précise avant d'être libéré le 14 août 1990.

Son parcours révolutionnaire a pris ses débuts en 1963. Il fut secrétaire général de la section 24 de la Jeunesse du mouvement national de la révolution de Poto-Poto, troisième arrondissement de Brazzaville. Il a également milité au Parti congolais du travail de 1969 à 1972. Avec l'ouverture démocratique des années 90, Lecas Atondi Monmondjo intègre l'Union pour le progrès, parti de l'ancien ministre et juriste Jean-Martin Mbemba de 1990 à 1995.

Écrivain, il a publié un essai intitulé : « Pierre Savorgnan de Brazza, Totem et Tabous ». Depuis les années 90, il publie des articles de réflexion et à caractère historique dans l'hebdomadaire « La Semaine Africaine ».

Roger Ngombé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfried Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Le maire de Pokola invité par son homologue du Mée-sur-Seine

Sur invitation de Franck Vernin, président de l'agglomération Melun Val de Seine et maire de la ville du Mée-sur-Seine, Hadjinsy Grégoire Kouffale, maire de la ville de Pokola, dans le département de la Sangha, à la tête d'une délégation composée de trois de ses collaborateurs, a pris part à une rencontre municipale élargie aux chefs d'entreprises de cette agglomération.

La rencontre du jeudi 12 juin a permis d'aborder à nouveau les différents échanges déjà entamés lors de précédentes missions d'approche entre le maire congolais et ses homologues du département de Seine-et-Marne en France. Une priorité a été donnée à la présentation des infrastructures de la ville hôte et les animations dédiées.

Une occasion pour la délégation congolaise de géolocaliser la ville de Pokola et de la présenter à ses hôtes. Présenter également les atouts économiques en appui, entre autres, des échantillons de produits agricoles biotransformés localement d'une manière artisanale ; la poudre et le beurre de cacao, le gombo ; le piment ; les amandes et l'huile de dzangsang.

À en croire les propos des



Délégation congolaise de Pokola en compagnie du maire de la ville du Mée-sur-Seine, juin 2025/DR

participants, cette présentation avec exhibition de produits locaux «made in Pokola» a séduit et incité les chefs d'entreprises à

vouloir aller prospecter sur place à Pokola.

Une deuxième séance de travail, cette fois avec les services d'assainissement

de l'Agglomération de Melun Val de Seine, a permis aussi de prendre des engagements en vue d'accompagner la commune de

Pokola dans l'élaboration de son schéma directeur d'assainissement.

La délégation a précisé en dehors de l'acquisition de la sensibilisation des habitants à la gestion des déchets et aux écogestes, qu'il s'agit notamment de la mise en place d'un réseau de traitement des eaux usées, des eaux pluviales, de la gestion des déchets et de la recherche de financements pour sa mise en œuvre.

Pour couronner les résultats de ce séjour de travail, un mémorandum d'entente a été signé entre les villes de Pokola et du Mée-sur-Seine. Il y est fait état d'une promesse de la municipalité hôte s'engageant à dépêcher une équipe pluridisciplinaire pour effectuer une visite de travail à Pokola en juillet 2026.

Marie Alfred Ngoma

LE FAIT DU JOUR

À petits pas

Jusqu'à présent, malgré un faisceau d'indices encourageants, les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie n'ont pas adopté un calendrier de travail à même de fixer les esprits sur les étapes appropriées de discussions conduisant au rétablissement de leur coopération.

Le 18 février, il est vrai, les émissaires de Donald Trump, le président américain, et de son homologue russe, Vladimir Poutine, s'étaient retrouvés à Riyad, en Arabie saoudite, pour les premiers entretiens officiels entre les deux pays en trois ans.

À la suite du déclenchement par le Kremlin de son «Opération militaire spéciale», le 24 février 2022, contre l'Ukraine, la Maison Blanche, occupée à l'époque par Joe Biden, avait pris des mesures de rétorsion fortes dont les effets, au nombre desquels la rupture de tout dialogue, pèsent encore lourdement sur la relation américano-russe.

À la différence de son prédécesseur, Donald Trump a établi avec Vladimir Poutine un cadre de dialogue et tous deux se parlent au

téléphone. Les entrevues se sont multipliées entre les parties comme en témoignent les rencontres successives des officiels des deux pays, le 27 février à Istanbul, en Turquie, le 24 mars à Riyad, une fois de plus, le 10 avril dernier, à Istanbul.

Mais la route vers l'établissement d'une confiance réciproque est encore longue d'autant plus que la guerre en Ukraine crée des obstacles contre lesquels le locataire de la Maison Blanche n'a guère pu trouver une parade pour l'heure. Lui dont l'intention assumée est de mettre rapidement un terme au conflit a du souci à se faire parce que le terrain ne l'aide pas, ses alliés européens regardent ailleurs, tandis que les contradictions des principaux acteurs politiques de son pays vis-à-vis de Moscou lui compliquent la tâche.

En attendant, les ponts du dialogue entre les deux puissances sont en construction. Le 10 avril, à Istanbul, la décision avait été prise de « délocaliser » les pourparlers à Moscou et Washington. De sources diplomatique et médiatique, un premier round de ce nouveau format pourrait se tenir prochainement dans la capitale de Russie. Sur la table, indiquent

les mêmes sources: le point sur les questions « sensibles ». Mais pas seulement.

Moscou et Washington pourraient étudier l'opportunité de rétablir les liaisons aériennes rompues en 2022 ; « toiletter » le dossier des biens des missions diplomatiques « séquestrés » du fait de la crise ; faciliter les opérations bancaires au profit des personnels de leurs ambassades et, point essentiel par-dessus tout, convenir enfin des modalités de la résolution du conflit en Ukraine.

En tout état de cause, si Donald Trump et Vladimir Poutine parviennent à « réchauffer » dans un premier temps, même timidement, la coopération entre leurs deux pays, le monde se sentira à nouveau un peu mieux. Et quoi qu'ils fassent, le succès de leur rapprochement mené à très petits pas depuis le début de cette année sera encore plus éclatant si la guerre qu'ils se livrent farouchement en Ukraine touche à sa fin et si les nombreux autres écueils dont celui des guerres commerciales en cours sont surmontés. Quel miracle s'opérera d'ici là ? La question reste posée.

Gankama N'Siah

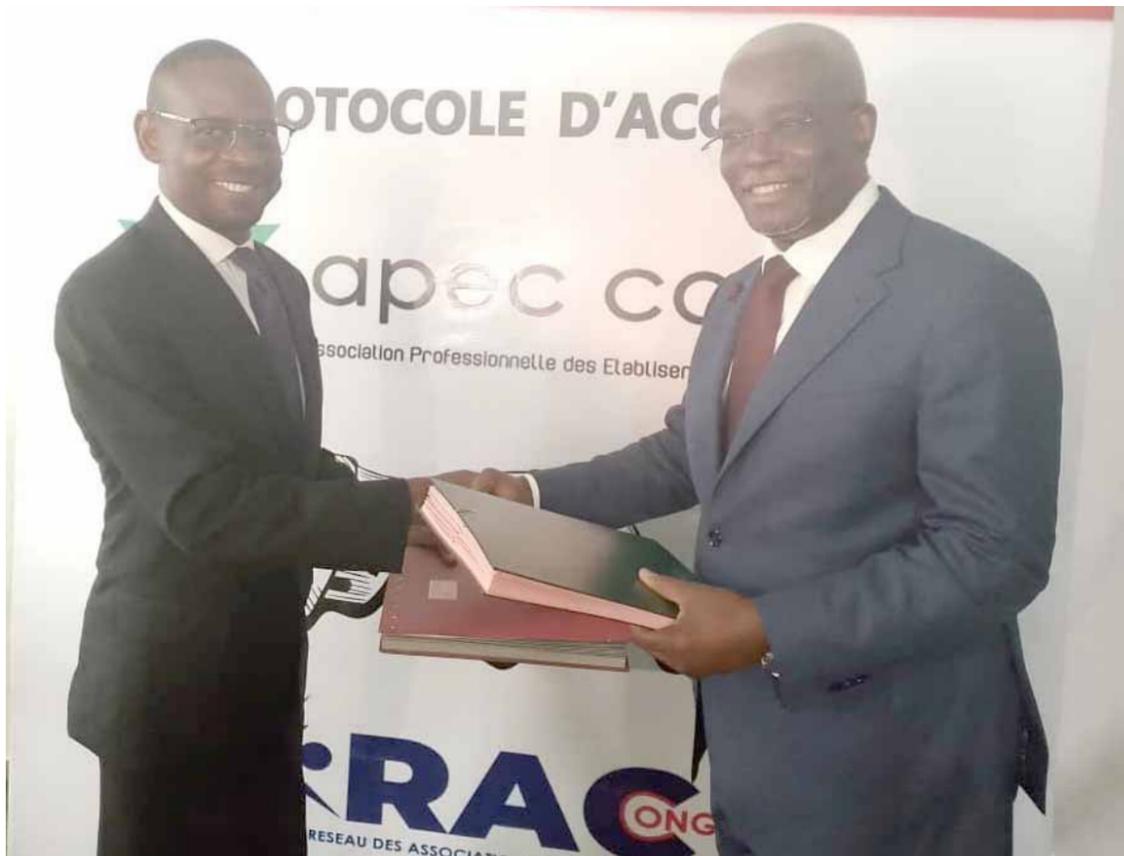
INCLUSION FINANCIÈRE

Entente entre banques et associations de consommateurs

L'accord de collaboration a été signé, le 13 juin, à Brazzaville par le président de l'Association professionnelle des établissements de crédit (Apéc), Calixte Tabangoli, et le coordonnateur du Réseau des associations de consommateurs (RAC), Mermans Babounga. Cette entente vise à répondre aux nombreuses plaintes des usagers, notamment liées à la qualité et aux coûts des services bancaires.

L'objectif de cet accord est de favoriser un climat de confiance entre les banques et leurs clients, d'améliorer la communication au public, et d'outiller les représentants des consommateurs pour qu'ils soient mieux informés sur les services bancaires. Si les usagers recherchent davantage de protection et une meilleure compréhension du secteur, les établissements financiers ont également besoin de la confiance de la population pour dynamiser leurs activités dans un environnement économique contraignant.

Les deux parties sont déterminées à créer un environnement financier national plus sain. Le coordonnateur du RAC a salué cet accord comme étant l'aboutissement de longues discussions entamées depuis 2019. Il offre au RAC l'opportunité de mener un dialogue constructif, permettant aux consommateurs des banques de faire entendre leur voix et de travailler ensemble à l'amélioration de l'accès à des services financiers équitables. « C'est vraiment un excellent outil que nous venons de mettre en place pour l'ensemble des consommateurs des banques. Les préoccupations liées à la qualité et aux coûts des services bancaires sont prises en compte dans le cadre de ce protocole que nous venons de signer », a



Les deux parties à la signature de l'accord/Adiac

« C'est vraiment un excellent outil que nous venons de mettre en place pour l'ensemble des consommateurs des banques. Les préoccupations liées à la qualité et aux coûts des services bancaires sont prises en compte dans le cadre de ce protocole que nous venons de signer »

assuré Mermans Babounga.

Du côté de l'Apéc, la signature de l'accord de collaboration avec le RAC marque une étape significative dans la volonté des deux parties de dialoguer en vue de favoriser une meilleure inclusion financière dans le pays. Le président de l'Apéc, Calixte Tabangoli, a qualifié l'accord d'historique, le considérant comme un pas en avant pour renforcer la confiance entre les banques et leurs usagers. « Nous avons décidé de nous rassembler pour commencer à discuter des malentendus. Nous aborderons des sujets tels que les comptes bancaires, le fonctionnement des services, les questions sur le traitement des réclamations et le non-virement d'argent... », a-t-il expliqué.

Les prochaines étapes seront cruciales pour évaluer l'efficacité des initiatives mises en place et leur impact sur la confiance des consommateurs envers leurs banques. Les deux parties espèrent que cette collaboration aura un impact positif sur les pratiques bancaires. Une meilleure communication permettra, à terme, aux consommateurs de se sentir plus en sécurité dans leurs interactions avec les banques et d'élever le niveau d'éducation financière de la population.

Fiacre Kombo

ENVIRONNEMENT

Brazzaville abritera en 2026 les journées francophones de l'innovation environnementale

La capitale congolaise va accueillir, en juin de l'année prochaine, les journées francophones de l'innovation environnementale. Une délégation de l'Organisation internationale de la francophonie pour l'Afrique centrale et le responsable du projet "Kosala" ont échangé, le 12 juin, avec le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, sur la question dans le but de garantir sa réussite.



Léon Juste Ibombo s'entretenant avec les délégations de l'OIT et de Kosala/Adiac

Les journées francophones de l'innovation environnementale se tiendront du 10 au 13 juin 2026 à Brazzaville. Elles seront organisées par l'OIT pour l'Afrique centrale, dans le

cadre de son projet intitulé : « Soutien aux initiatives environnementales dans le pays du bassin du Congo ». L'événement dédié à la mise en œuvre des innovations en-

vironnementales à fort impact local sera organisé avec l'appui du projet « Kosala », un incubateur tenu par un jeune congolais qui œuvre dans l'accompagnement des startups

dans des projets d'innovation environnementale.

Conduite par le spécialiste de programme de l'OIT Afrique centrale, Romaric Séglà, la mission avait entre autres objectifs d'identifier et de mobiliser les parties prenantes institutionnelles, techniques et communautaires pertinentes. Il s'est agi aussi de définir, de concert avec les autorités nationales, des formats nécessaires à la bonne organisation de l'événement mais aussi d'évaluer les besoins en accompagnement logistique, technique et financier afin de garantir sa réussite. « Nous sommes venus annoncer au ministre que nous souhaiterions organiser, en juin 2026 à Brazzaville, des journées francophones de l'innovation environnementale. Nous avons saisi aussi l'occasion pour lui faire part de ce que le projet "Kosala" a été choisi comme coordonnateur de la mise en œuvre des innovations environnementales au niveau du bassin du Congo. Après avoir sollicité son appui et de l'ensemble du gouvernement, le ministre nous a promis son soutien indéfectible », a souligné Romaric Séglà.

Saluant l'organisation prochaine de cet événement à Brazzaville, le ministre Léon Juste Ibombo a fait savoir que le projet épousait la vision du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, qui a fait de la jeunesse son crédo. Parlant de l'incubateur "Kosala", il a souligné qu'un memorandum d'entente avait été signé avec la startup pour accompagner les jeunes innovateurs. « Nous avons signé un memorandum d'entente avec « Kosala », dans le but d'accompagner tous les jeunes innovateurs qui seront fichés dans cette pépinière d'entreprises. Aujourd'hui, grande est notre fierté de savoir qu'une jeune entreprise congolaise a été choisie par l'OIT, pour nous permettre de déceler d'autres jeunes talents congolais qui œuvrent dans l'innovation environnementale. Hormis cela, nous allons organiser avec l'appui de cet incubateur le prix Denis-Sassou-N'Guesso de l'innovation numérique, couplé avec une autre formation qui sera organisée par notre partenaire Huawei », a indiqué Léon Juste Ibombo.

Firmin Oyé

TRAVERSÉE DU MAYOMBE

Les organisateurs appellent à la lutte contre le diabète

Au terme de la 5e édition de la traversée du Mayombe, Rodrigue Dinga Mbomi a plaidé pour que la lutte contre le diabète soit une cause nationale. Cette édition s'est achevée le 13 juin sur une note d'espoir, ont déclaré les participants à leur arrivée à la Mairie de Brazzaville.

L'augmentation significative des dépistages réalisés cette année par rapport aux précédentes éditions en témoigne. L'adjoint au maire de Brazzaville, qui a rendu hommage aux vaillants marcheurs à leur arrivée, n'a pas manqué de souligner l'importance de la marche dans ce combat que mène depuis cinq ans l'association Marcher courir pour la cause. « La marche est très efficace pour les diabétiques, la marche est l'une des activités physiques les plus efficaces pour prévenir et même combattre le diabète », a expliqué Emma Clesh Atipo Ngapi, précisant que consacrer 30 minutes d'activité physique par jour est essentiel pour la santé.

La santé de la population est une préoccupation qui tient à cœur MCPLC. La traversée du Mayombe est un arbre qui cache la forêt. La sensibilisation contre le diabète et les maladies non transmissibles est le principal message véhiculé. Rodrigue Dinga Mbomi a demandé à l'Etat de faire de

la lutte contre le diabète une cause nationale. Selon lui, les maladies non transmissibles comme le diabète et l'hypertension artérielle sont une charge de dépenses publiques beaucoup plus importantes que les maladies transmissibles tel que le VIH. La responsabilité du secteur privé est engagée parce que la santé au travail n'a pas de prix. « Continuons le combat, ce n'est pas toujours dans le Mayombe, mais c'est tous les jours à la maison », a souligné Rodrigue Dinga Mbomi.

Pour relever ce défi, l'association a bénéficié de l'appui de ses partenaires. La Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), dont le président Maixent Raoul Ominga avait donné le coup d'envoi de la marche, a montré à travers son engagement que la lutte contre le diabète est une affaire de tous. « Continuons à marcher, à informer et à prévenir. Rendez vous à la prochaine édition toujours plus unis avec la population en meilleure santé », a indiqué Mme Oddet Aphrodite, cheffe



Photo de famille des marcheurs et des officiels/Adiac

de département Projets et opération à la Fondation SNPC. La Société congolaise de logistique (SLOG) a félicité la démarche entreprise par MCPLC tout en lui garantissant son soutien. « Notre engagement à la Slog ne se limite pas à la logistique ou à l'économie. Il s'entend à tout ce qui concerne le bien-être de la population, car il n'y a pas de développement durable sans santé », a esti-

mé Amandine Simonin pour qui cette course est bien plus qu'un événement sportif mais un cri du cœur, un appel à la responsabilité collective, une célébration vitale. Et de poursuivre : « Aujourd'hui, en voyant ces visages marqués par l'effort mais illuminés par la réussite, je suis convaincue que nous avons semé une graine d'espoir et d'engagement. »

NSIA assurance a félicité les

marcheurs et salué l'engagement de MCPLC. « A NSIA, nous disons souvent que la vie est précieuse, protégeons-la. Aujourd'hui vous avez démontré que la vie est aussi une marche, une volonté, un combat que nous devons mener ensemble », a précisé Christ Lascony Bertrand, responsable marketing et communication de NSIA.

James Golden Eloué

ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

Des réfugiées centrafricaines handicapées formées

Des femmes centrafricaines vivant au Congo avec handicap exerçant des activités génératrices de revenus ont reçu, le 7 juin à Brazzaville, des certificats de fin de formation après quelques mois d'apprentissage sur « Top vente », au centre Congo entreprise développement, une organisation non gouvernementale européenne.

La formation a permis aux bénéficiaires femmes et à celles exerçant en pâtisserie, couture, coiffure et dans le petit commerce de bénéficier des connaissances sur la gestion des stocks et de la clientèle. La cérémonie de remise des attestations s'est déroulée en présence de la représentante de l'Institut européen de coopération et de développement, Mariana Vallo Dacampo, ainsi que des représentants des organisations du système des Nations unies et des Affaires sociales. Elle a coïncidé avec la journée portes ouvertes du Centre Congo entreprise développement.

Les bénéficiaires de la formation ont témoigné que l'initiative prise par le Collectif lamuka a ouvert leurs portes d'entrepreneuriat. Une apprenante a indiqué qu'elle ne s'attendait pas qu'un jour elle devrait être formée. Le diplôme lui donnera le courage d'entreprendre et d'envisager son avenir avec sérénité.



La cérémonie de remise des attestations de fin de formation/DR

Elle a invité ses consœurs à se former également.

La présidente du Collectif lamuka, Gustavine Louzolo, a salué la disponibilité des formateurs et des apprenants tout en sa-

luant les résultats obtenus au terme de la formation. D'après elle, les formateurs ont été à la hauteur de leur tâche parce que la formation a été inclusive. « Je tiens aussi à féliciter mes

membres qui ont tenu bon et adhéré à ma vision. Je sais que ce n'est pas facile pour vous qui êtes pour la plupart handicapées. Il y a eu des difficultés liées au transport ou

au problème de tricycle. Toutefois, cette contrainte ne vous a pas démotivées. Vous avez suivi la formation jusqu'à la fin. Je suis très heureuse de vous voir recevoir vos certificats », a-t-elle dit.

Par ailleurs, elle a salué la gratitude des partenaires techniques et financiers de leur appui multiforme pour l'accompagnement et le suivi des bénéficiaires en Top-vente. Elle a assuré les participantes à la formation de la réception du don du Fonds des Nations unies pour la population composé des fours et de cuisinières. « Avec leur soutien, l'aide du ministère des Affaires sociales et nos partenaires, nous estimons parvenir à l'atteinte de nos objectifs », a dit Gustavine Louzolo avant de « déplorer les difficultés de transport occasionnant l'abandon de la formation par une femme handicapée ».

Lydie Oko

JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALBINISME

Des échanges sur les aspects histologiques de la peau

L'activité a été organisée dans la salle de conférences de l'Institut de recherche en sciences exactes et naturelles (Irsen) à Brazzaville par la Société congolaise B de Génétique humaine (SCBGH), Association action multiforme, Communauté nationale des personnes atteintes d'albinisme (AFAM-CNPA), en collaboration avec l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation (ANVRI), dans le cadre de la célébration de l'évènement, le 13 juin.

La Journée internationale de l'albinisme est célébrée cette année sur le thème « Albinisme et protection de la peau ». En initiant une matinée en faveur des albinos, le partenariat SCBGH-AFAM-CNPA et ANVRI s'est dit que ces derniers qui présentent certaines particularités liées à leur albinisme ont également droit à l'information en vue de leur permettre de vivre leur liberté et de préserver leur santé face à certaines réalités de la vie.

Les exposés ont été axés sur les sous-thèmes suivants : les aspects histologiques de la peau, du Dr Kedel Mavoungou Biatsi (pathologiste) ; Protection de l'enfance, du Dr Felana Aliderson (cheffe de section éducation, protection et développement des adolescents-Unicef) ; Maladie de la peau dans l'albinisme et prévention, du Pr Sophie Bayonne (dermatologue) ; Albinisme et cancers cutanés, du Pr Judith Nsonde Malanda



La photo de famille/Adiac

(cancérologue). Pour plusieurs intervenants, les sujets de ces échanges se sont basés, entre autres, sur la cause de l'albinisme, qu'est-ce que l'albinisme, comment la peau est-elle affectée par l'albinisme ? Le risque de cancer de la peau chez les personnes atteintes d'albinisme ? et quelle est la solution ?

L'albinisme affecte la pro-

duction de la mélanine, le pigment qui colore la peau, les cheveux et les yeux. L'albinisme est une rare condition génétique due à l'incapacité du corps humain à produire assez de mélanine. La peau est de couleur blanche qui est la cause de traumatisme et stigmatisation parce que les parents sont sou-

leur noire...les yeux ne souffrent pas seulement de nystagmus qui est le mouvement rapide des yeux, mais aussi de la photophobie qui est due à une douleur sensitive au rayon de soleil, ce qui empêche une personne atteinte d'albinisme de lire à ciel ouvert (...).

Citant en exemple le cancer, le Pr Judith Nsonde

Malanda a indiqué que la survenue d'un cancer de peau est le risque majeur de santé que courent les personnes atteintes d'albinisme. Les tumeurs surviennent généralement chez les sujets (25-35 ans) qui n'ont pas accès aux soins médicaux et sont contraints de s'exposer au soleil à la recherche du pain quotidien.

Quelle est la solution ?

La peau a besoin de crèmes solaires pour éviter de se brûler au soleil. Eviter de s'exposer au soleil entre 9h00-15h00. La peau doit être protégée en portant des habits en coton et des chemises à manches longues pour protéger les bras. Il faut porter de pantalon, longue jupe ou robe pour protéger la peau. Porter des lunettes correctives de soleil...

Signalons que la distribution des kits de protection solaire a sanctionné cette rencontre.

Guillaume Ondze

PARIS-CÉMAC

Le sursaut stratégique

Face aux crises et à la fragmentation mondiale, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) et la France ont décidé de resserrer les rangs. Objectif : bâtir une intégration économique solide, crédible et souveraine.

Le 17 avril dernier, Paris a été le théâtre d'un rendez-vous capital. Ministres des Finances, gouverneurs de banques centrales et hauts responsables de la Cémac se sont réunis autour du ministre français de l'Économie, Éric Lombard, et du ministre équato-guinéen, Iván Bacale Ebe Molina, président du Comité ministériel de l'Union monétaire.

Une région sous tension, mais debout

Dans un contexte de tensions budgétaires, de pression inflationniste et de recomposition géopolitique, les mots d'ordre étaient clairs : solidarité régionale, intégration éco-

nomique et discipline budgétaire. La Cémac fait face à un double défi : renforcer sa stabilité interne et affirmer son autonomie dans un monde multipolaire. L'accent a été mis sur l'application des décisions des chefs d'État à Yaoundé, en décembre 2024, sur la bonne exécution des programmes du Fonds monétaire international et sur la mobilisation des ressources pour soutenir les réformes structurelles. Le renforcement des réserves de change, la consolidation budgétaire et la diversification économique sont désormais des impératifs communs.

La France, partenaire historique, cherche à réinventer son rôle.

Moins d'influence monétaire, plus de coopération stratégique. Transfert de savoir-faire, soutien aux transitions énergétique et numérique, accompagnement des réformes : Paris veut rester un allié structurant dans une zone sous pression, mais au potentiel intact.

Un levier d'influence dans un jeu global redessiné

Dans un contexte où la Russie, la Chine, la Turquie ou les Émirats étendent leur présence en Afrique centrale, la réunion de Paris se lit aussi comme une réponse politique. Elle marque la volonté pour la Cémac de ne pas subir, mais de choisir ses alliances, en misant sur

la stabilité monétaire, la coopération régionale et une ouverture maîtrisée aux marchés extérieurs. Il ne s'agit plus seulement de sécuriser l'aide ou les financements, mais de redéfinir une stratégie d'influence économique à l'échelle régionale.

Au-delà des promesses, la réunion de Paris envoie un message : l'Afrique centrale veut peser davantage, mais ensemble. L'heure n'est plus aux demi-mesures. Il faut avancer, vite, et parler d'une seule voix. La survie économique de la Cémac passe désormais par une souveraineté collective, assumée et organisée.

Noël Ndong

L'ALGÉRIE SUR LA SELLETTE

L'UE sonne l'alarme sur des flux financiers vers le Sahel

Coup de tonnerre diplomatique à Bruxelles. L'Union européenne (UE) a officiellement inscrit l'Algérie sur sa liste noire des juridictions à haut risque en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Une décision à forte portée géopolitique qui place Alger dans une position de défi vis-à-vis de ses partenaires européens et africains.

C'est une décision rare, aux implications lourdes. Sous pression de plusieurs services de renseignement nationaux, la Commission européenne a ajouté, le 11 juin, l'Algérie à la liste des pays tiers à « haut risque ». Selon des documents confidentiels transmis à Bruxelles, des structures financières algériennes seraient soupçonnées d'avoir servi de relais à des flux illicites impliquant des entités iraniennes, sahéliennes et latino-américaines. « *Ce n'est pas simplement une anomalie bancaire, c'est une architecture parallèle de financement transfrontalier qui inquiète au plus haut niveau* », confie un haut fonctionnaire européen en charge du renseignement financier. Les flux auraient transité via des canaux bancaires et des sociétés écran

vers des zones instables du Sahel (Nord Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad), mais aussi vers les camps du Polisario à Tindouf, dans le Sud-Ouest algérien.

La réaction à Alger ne s'est pas fait attendre. Le président Abdelmadjid Tebboune, le général Saïd Chengriha, et Boualem Boualem ont convoqué un Conseil de sécurité élargi. Le communiqué officiel parle de « *manceuvres hostiles visant à affaiblir la position de l'Algérie sur la scène africaine et à l'ONU* ». En privé, une source proche du gouvernement algérien affirme : « *Nous sommes visés non pour ce que nous faisons, mais pour ce que nous représentons : une puissance régionale indépendante, gênante pour certains agendas* ».

Le Polisario, outil d'influence ou d'instabilité ?

Un rapport confidentiel mentionne une stratégie de harcèlement hybride, combinant logistique discrète, relais financiers et redéploiement de combattants sous bannières locales. « *Nous avons observé une circulation non négligeable de cadres entraînés, opérant dans les zones grises du Sahel, parfois en lien avec des groupes armés communautaires* », explique un expert militaire français basé à Niamey. Un diplomate Ouest-africain va plus loin : « *Le Polisario n'est plus un acteur isolé du conflit saharien. Il devient une variable d'instabilité transnationale, utilisée pour influencer l'équilibre sécuritaire régional* ».

Pour l'UE, cette inscription sur la liste noire n'est pas seulement symbolique : elle ouvre la voie à un contrôle renforcé des transactions, une restriction des flux bancaires et une méfiance accrue à l'égard des institutions algériennes. Un haut conseiller à la Commission européenne précise : « *La coopération financière passe par la confiance. Or, nous avons désormais des éléments concrets montrant que cette confiance est rompue* ». Dans les couloirs du Conseil de l'UE, on parle déjà d'un « test diplomatique » pour Alger, appelé à prouver sa volonté de coopération et à clarifier ses relations avec des acteurs non étatiques opérant dans les zones sensibles.

Vers une recomposition des**équilibres régionaux ?**

Dans les capitales sahéliennes, cette décision européenne est suivie de près. Elle pourrait rebattre les cartes d'une région en quête d'ancrages solides. Selon un diplomate basé à Nouakchott, « *La Mauritanie marche sur une ligne de crête. Toute interférence de forces extérieures pourrait fragiliser sa position* ». Pour un expert en géoéconomie basé à Rabat, cette crise révèle une mutation plus profonde : « *L'Algérie est en train de passer d'un statut de puissance régionale stabilisatrice à celui d'acteur ambigu. Cette bascule inquiète autant qu'elle isole* ». « *Le Polisario n'est plus seulement un levier diplomatique, c'est devenu un outil de nuisance géostratégique* », avertit un diplomate européen basé à Bamako.

Noël Ndong

ÉCONOMIE BLEUE

La France veut accompagner l'Afrique dans une transition marine stratégique

Lors de la Conférence des Nations unies sur l'océan (Unoc-3) à Nice, le chef de l'Etat français, Emmanuel Macron, a tendu la main aux pays africains en affirmant la volonté de son pays de « se tenir à leurs côtés » pour bâtir une économie bleue durable. Une posture diplomatique qui mêle reconnaissance de la souveraineté africaine et proposition d'un partenariat écologique stratégique.

« *L'océan est une histoire partagée* », a lancé le président français, appelant à un sursaut face aux menaces pressantes : réchauffement des eaux, érosion côtière, pollution plastique, surpêche... En Afrique, ces phénomènes affectent directement les économies et les sociétés, particulièrement dans des États où plus de 70 % de la population vit sur les littoraux.

Emmanuel Macron a salué les initiatives africaines déjà en cours : surveillance satellitaire des pêches aux Seychelles, interdiction des sacs plastiques en Côte d'Ivoire, stratégie bleue du Gabon. Il a également cité la Mauritanie, le Sénégal, le Cap-Vert, le Mozambique et Madagascar comme exemples de pays investis dans la lutte contre la pêche illégale. Derrière ces encouragements,

une réalité : l'Afrique n'est plus simplement bénéficiaire mais moteur de solutions. Ce tournant Sud-Sud invite à repenser le rôle de partenaires comme la France.

Des engagements français, mais des attentes africaines

La France, via l'Agence française de développement, revendique 1,128 milliard d'euros investis en projets océaniques en Afrique sur quatre ans. Emmanuel Macron a annoncé un renforcement de la coopération sur

la formation, les équipements maritimes et le soutien institutionnel à la gouvernance des mers. Mais ces engagements restent soumis à une critique croissante : la lenteur des résultats concrets, le manque d'autonomie locale dans les décisions et la prévalence d'un cadre d'aide plutôt que de co-investissement équitable. La critique constructive suggère que la France doit aller au-delà du discours vert pour redéfinir un vrai partenariat symétrique.

Le président français a insisté

sur le respect des souverainetés africaines et appelé à une gouvernance maritime régionale partagée. Un positionnement diplomatique attendu, mais encore flou dans sa mise en œuvre. L'Afrique demande aujourd'hui moins de promesses et plus de moyens concrets pour renforcer ses capacités techniques, scientifiques et réglementaires.

Vers une coopération bleue, mais à rééquilibrer

La volonté française de renforcer ses partenariats en Afrique sur la question océa-

nique reflète à la fois une prise de conscience géopolitique et écologique. Toutefois, la crédibilité de cette coopération passera par une rupture avec les approches descendantes du passé, en favorisant un transfert réel de compétences et une co-construction des politiques marines. L'enjeu est double : sécuriser les ressources halieutiques vitales pour les économies africaines et ancrer l'Afrique comme acteur central de la gouvernance mondiale des océans.

À Nice, la France a parlé d'unité et de responsabilité partagée. Reste à savoir si elle est prête à assumer une posture de partenaire - et non de guide - dans cette nouvelle ère bleue. Pour l'Afrique, l'enjeu est clair : il s'agit d'unir protection environnementale et souveraineté économique.

N.Nd.

Le président français a insisté sur le respect des souverainetés africaines et appelé à une gouvernance maritime régionale partagée. Un positionnement diplomatique attendu, mais encore flou dans sa mise en œuvre. L'Afrique demande aujourd'hui moins de promesses et plus de moyens concrets pour renforcer ses capacités techniques, scientifiques et réglementaires.

FONDATION MTN CONGO – ÉCOUTER, COMPRENDRE, AGIR

Un nouveau pacte avec la société civile

Brazzaville, 30 mai 2025

Pour la deuxième année consécutive, la Fondation MTN Congo a réuni des dizaines d'associations et d'organisations locales autour d'un forum d'échange et de co-construction. Une rencontre qui ne se veut pas vitrine, mais véritable espace d'écoute, de transparence et d'action – dans la continuité directe de la première édition tenue en septembre 2024, où plusieurs doléances avaient été exprimées.

Un forum ancré dans la continuité... et dans le concret

L'an dernier, certaines voix avaient pointé du doigt des lenteurs administratives, un manque de lisibilité dans le traitement des demandes ou encore l'absence de suivi personnalisé. Cette nouvelle édition a permis d'en faire le bilan – et le constat est encourageant : des réponses ont été apportées, des ajustements amorcés.

La transparence autour des mécanismes internes a été renforcée, et le dialogue avec les acteurs de terrain s'est visiblement intensifié. Pour Claudia Dossou, responsable projets à la Fondation, il est clair que «



toutes ont répondu présent. L'ambiance, studieuse mais détendue, a permis de mettre les mots sur les blocages, les espoirs, les envies de faire ensemble.

Le message du CEO de MTN

Des engagements déjà visibles : retour sur les actions de fin 2024

Au-delà des paroles, la Fondation a multiplié les gestes concrets ces derniers mois, en lien avec la société civile. En

Lutte contre le diabète

Le 23 décembre 2024, des médicaments ont été remis à l'association MCPLC, à la suite de campagnes de dépistage et de sensibilisation. Un appui

ment climatique. Autant d'initiatives qui traduisent une volonté d'agir de manière ciblée, là où les besoins se font le plus sentir.

Pour une relation durable et équilibrée

Au terme de cette matinée d'échanges, plusieurs propositions ont émergé : création d'un guichet unique pour l'information, accompagnement après soumission des projets, ateliers réguliers d'échange... Des pistes concrètes que la Fondation s'est engagée à explorer, forte des retours recueillis. Claudia Dossou l'a résumé avec justesse : « Nous ne pouvons pas bâtir notre stratégie seuls. Ce type de rencontre nous permet d'ajuster nos méthodes, de mieux comprendre ce qui fonctionne – ou non – dans notre manière de collaborer. »

Un souffle nouveau pour l'engagement communautaire

Cette deuxième édition du forum a envoyé un signal fort : celui d'une Fondation qui ne se contente pas d'écouter, mais qui entend, apprend et ajuste. Loin des discours figés, c'est un pacte de confiance qui se tisse. Un rituel de co-construction qui



pour transformer durablement, il faut partir du réel. » C'est en partant des préoccupations concrètes que les liens se resserrent et que les actions gagnent en efficacité.

Des échanges francs, un dialogue réaffirmé

Autour des tables, les échanges ont été nourris. Cellules de jeunes, associations communautaires, ONG locales...

Congo, porté par Vanessa TSOUMA, la directrice exécutive de la Fondation, a rappelé clairement que la société civile est un acteur clé de toute transformation sociale. « Il n'y a pas de transformation sans engagement collectif. La société civile est un levier essentiel pour faire progresser nos communautés. Elle mérite toute notre écoute, notre respect, notre soutien. », a-t-elle repris.

voici quelques exemples marquants :

Soutien aux enfants hospitalisés et orphelins

Le 20 décembre 2024, la Fondation a distribué jouets, vivres et médicaments à l'hôpital de Talangaï et dans quatre orphelinats de Brazzaville, redonnant un peu de chaleur à ceux qui en ont le plus besoin pendant les fêtes.

concret au service de la santé communautaire.

Éducation et environnement

En septembre 2024, des kits scolaires ont été remis à des enfants vulnérables, notamment en situation de handicap. Et dès décembre 2023, la Fondation lançait une opération de reboisement à Pointe-Noire pour lutter contre le change-

pourrait bien, avec le temps, redéfinir les contours du partenariat entre société civile et secteur privé.

Car une chose est sûre : l'avenir se construit ensemble – avec celles et ceux qui agissent, souvent dans l'ombre, au plus près du terrain.



COOPÉRATION

La Chine supprime les droits de douane sur les exportations des produits africains

À l'issue de la réunion des coordinateurs du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac) qui s'est tenue les 11 et 12 juin dans la ville chinoise de Changsha, le gouvernement chinois a annoncé la suppression immédiate de tous les droits de douane sur les exportations provenant de cinquante-trois pays africains.

La décision s'inscrit dans le cadre d'un plan plus large intitulé « Partenariat économique Chine-Afrique pour un développement partagé » qui vise à encourager les échanges commerciaux, tout en compensant une balance largement favorable à la Chine.

Une ouverture commerciale sans précédent

Jusqu'à présent, seuls trente-trois pays africains, majoritairement classés parmi les moins avancés, bénéficiaient d'un accès préférentiel au marché chinois. Désormais, cette mesure s'appliquera à l'ensemble des nations africaines entretenant des relations diplomatiques avec Pékin, à l'exception de l'Eswatini, l'unique État du continent à reconnaître Taïwan comme indépendant.

Selon les autorités chinoises, cette réforme portera sur 98 % des lignes tarifaires et couvrira des produits agricoles, manufacturés ou encore miniers, dans une volonté claire de diversifier les importations en provenance d'Afrique. « C'est une avancée historique qui montre que la Chine traite les pays africains comme de véritables partenaires », a déclaré Wang Yi, chef de la diplomatie chinoise, en marge du forum. « Nous ne voulons pas seulement vendre en Afrique. Nous voulons aussi acheter à l'Afrique », a-t-il dit.



Des chefs d'Etat lors du sommet Chine-Afrique/DR

Vers une coopération gagnant-gagnant

Le commerce sino-africain a atteint près de 300 milliards de dollars en 2024, dont plus de 62 milliards d'excédent en faveur de la Chine, selon les données officielles. Un déséquilibre commercial qui alimente depuis plusieurs années des critiques, y compris sur le continent africain, quant à la durabilité du modèle actuel. Avec cette suppression généralisée des droits de douane, la Chine espère encourager davantage d'exportations africaines vers son marché intérieur, tout

en stimulant la production locale sur le continent. Les principales économies industrialisées d'Afrique, comme l'Afrique du Sud, le Kenya, le Nigeria, l'Égypte ou encore le Maroc, devraient être les premières à bénéficier de cette mesure. Pour les pays les moins avancés, Pékin a promis un soutien additionnel à travers des « programmes de formation, de certification et de marketing », afin de garantir que ces économies puissent elles aussi profiter de cette ouverture.

Une réponse aux États-Unis ?

Sur le plan géopolitique, cette initiative peut également être lue comme une réponse implicite aux politiques commerciales plus restrictives des États-Unis ces derniers temps. Le programme américain Agoa, qui offre un accès préférentiel au marché américain à certains pays africains, est régulièrement critiqué pour son manque de flexibilité et ses conditions politiques contraignantes.

Les défis à relever

La question de la qualité, de la logistique, ainsi que des normes

sanitaires et techniques pourrait freiner l'entrée de nombreux produits africains sur le marché chinois. Par ailleurs, certains craignent une concurrence accrue avec les produits chinois sur les marchés africains, même dans un contexte d'ouverture bilatérale.

Afin d'y remédier, la Chine a annoncé qu'un accord formel de coopération commerciale avec l'Afrique serait en préparation. Cet accord devrait consolider juridiquement ces engagements tarifaires et inclure des mécanismes d'évaluation mutuelle.

Créé en octobre 2000 à Pékin, le Focac est le plus ancien forum régional instauré par la Chine favorisant ses relations avec les pays africains. Il a pour but de mener des consultations sur un pied d'égalité, d'approfondir la connaissance mutuelle et d'élargir les terrains d'entente. Cette coopération entre la Chine et l'Afrique s'est renforcée en 2006, lorsque Pékin a lancé un fonds de développement de cinq milliards de dollars assorti de prêts sans intérêts destinés aux pays africains. Actuellement, la coprésidence de ce sommet est assurée par la Chine et le Congo pour la période de 2024 à 2027 et sera marquée par la tenue de la dixième Conférence ministérielle du Focac en 2027, sur le sol congolais.

Jean Pascal Mongo-Slyhm
(Stagiaire)

DISTINCTION

Anatole Collinet Makosso distingué Docteur honoris causa au Sénégal

En marge de sa visite officielle au Sénégal, le Premier ministre de la République du Congo, Anatole Collinet Makosso, a été élevé au prestigieux grade de Docteur honoris causa par le Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Dakar - Ceds

Lors d'une cérémonie solennelle au camp Leclerc vendredi 13 juin à Dakar, devant un parterre d'universitaires, de diplomates, d'officiels sénégalais et congolais, et ce, en présence de son épouse, Anatole Collinet Makosso, déjà membre associé de l'Académie des sciences d'Outre-mer, a reçu cette nouvelle distinction où le jury l'a reconnu comme une figure majeure de la réflexion stratégique et humaniste du continent africain.

C'est ce qui est ressorti des propos du Pr Charles Moumouni, du Ceds, honoré de décerner le doctorat honoris causa à Anatole Collinet Makosso pour l'ensemble de son œuvre intellectuelle et de son action pour la paix. Il a mis en lumière le parcours atypique du récipiendaire ayant une pensée rigoureuse et transversale qui, selon lui, dépasse les frontières du droit. Il a également souligné la capacité

du Premier ministre congolais à décloisonner la recherche, s'illustrant par une approche pluridisciplinaire et une plume affûtée.

Visiblement ému, par une allocution teintée d'humilité et de reconnaissance, le Chef du gouvernement congolais a salué l'héritage intellectuel du président de la République Denis Sassou N'Guesso en se réclamant de « son école », tout en rendant un hommage appuyé à la Première Dame qui l'a inspiré dans son engagement humanitaire.

À propos de cette distinction, il l'a reçue comme « une marque de graduation, de gratitude et de gratification ». Pour lui, ce titre n'est pas une fin en soi, mais un appel à poursuivre son combat pour la cause de la jeunesse africaine. « L'éducation est notre cause commune. Sans elle, pas de paix durable,



Anatole Collinet Makosso distingué Docteur honoris causa à Dakar, Sénégal, 13 juin 2025/DR

pas de justice équitable », a-t-il souligné, n'omettant pas de rappeler brièvement qu'il recevait cette distinction à la veille du trentième anniversaire du rappel à l'au-delà de l'écrivain Sony Labou Tansi, décédé le 14 juin

1995 à Brazzaville.

Dans son intervention, le ministre des Forces armées du Sénégal, le général Birane Diop, représentant le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko, a précisé la portée symbolique de

cette reconnaissance. Il a salué à son tour « un parcours inspirant » et un homme d'État engagé, dont le leadership au sein de l'exécutif congolais fait figure d'exemple sur le continent.

Marie Alfred Ngoma

LE BUSINESS DES VISAS

Un marché lucratif sur le dos des Africains

Chaque année, des millions d'Africains déposent une demande de visa pour se rendre en France, au Royaume-Uni, aux États-Unis ou dans d'autres pays développés. Mais au-delà du simple contrôle migratoire, ces démarches sont devenues un véritable marché, souvent injuste et lucratif, qui alimente frustration, inégalités et soupçons de discrimination.

Un visa Schengen coûte officiellement 80 euros, auxquels s'ajoutent des frais de dossier, de services intermédiaires (TLScontact, VFS Global), et parfois même des coûts cachés liés aux traductions ou aux documents certifiés. Une demande peut facilement revenir à 150 ou 300 euros, une somme colossale pour de nombreux demandeurs. Le paradoxe est que ces frais sont non remboursables, même en cas de refus. Or, dans plusieurs pays africains, les taux de refus dépassent 50 %, voire 70 %, selon certaines ambassades. Une manne financière constante pour les pays délégués, sans contrepartie. Outre le coût, c'est la nature

même du processus qui pose problème. Nombre de demandeurs décrivent un parcours humiliant, entre files d'attente interminables, exigences floues, et soupçons permanents de «volonté de rester illégalement». Les critères de refus, souvent flous, manquent de transparence : pas de recours effectif, pas de justification claire.

Sous-traitance privée : le service au détriment de l'humain

Certains y voient une discrimination systémique : à situation équivalente, un Africain a statistiquement moins de chances d'obtenir un visa qu'un demandeur d'un autre continent.

Depuis une quinzaine d'années, les pays européens externalisent la gestion des demandes à des entreprises privées (TLS, VFS), censées améliorer la logistique. Mais cette privatisation du service public a souvent empiré les choses : prix gonflés, rendez-vous payants, absence de transparence et opacité sur les critères de traitement. Ces prestataires encaissent des millions chaque année sans responsabilité directe sur les décisions. L'État garde le pouvoir de refuser, mais se dédouane de l'accueil et du suivi humain, créant un fossé entre institutions et usagers. Le visa, censé encadrer les déplacements temporaires, est devenu un outil de fil-

trage excessif. Alors que les élites du Nord circulent librement en Afrique, les étudiants, chercheurs, artistes ou entrepreneurs africains sont souvent empêchés de participer à des événements internationaux pour des motifs bureaucratiques. Un paradoxe criant dans un monde où les discours sur les partenariats égaux, la francophonie ou l'économie mondiale inclusive abondent. La liberté de circulation reste profondément asymétrique.

Et pourtant, une gestion plus juste est possible

Certains pays (Canada, Allemagne, Maroc dans certains cas) expérimentent des visas pluriannuels, des procédures

simplifiées pour les étudiants ou chercheurs, ou encore des couloirs de mobilité professionnelle. Ces initiatives, bien que limitées, montrent qu'un système plus équilibré est envisageable.

Le business des visas, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, fragilise les relations Nord-Sud et alimente le ressentiment. S'il est légitime de contrôler les frontières, il est urgent de réformer en profondeur un système devenu inéquitable et lucratif au détriment des plus vulnérables. La mobilité ne devrait pas être un privilège réservé, mais un levier de coopération, d'échanges et de progrès partagé.

Noël Ndong

AFRIQUE

Le « travel ban » de Trump et ses implications sur le continent

Le 4 juin, le président Donald Trump a signé un décret interdisant l'entrée aux États-Unis à partir du 9 juin pour les ressortissants de douze pays, dont sept africains (Libye, Somalie, Soudan,

Tchad, Congo, Guinée équatoriale, Érythrée).

La décision met en lumière une volonté de politique migratoire américaine qui, sous prétexte de sécurité nationale, cible principalement sept pays africains, renforçant ainsi une tendance de repli sécuritaire. La mesure concerne tous types de visas pour ces pays, sauf certaines catégories temporaires (diplomatiques, affaires). La justification officielle repose sur la non-coopération de ces pays dans le partage d'informations sécuritaires et la lutte contre le terrorisme. Elle fait suite à un incident récent à Boulder, Colorado, et ravive le souvenir du « travel ban » de 2017, déjà critiqué pour ses relents xénophobes, puis abrogé en 2021, et montre comment elle fragilise les relations diplomatiques et économiques entre Washington et le continent africain.



Le président américain, Donald Trump, s'exprime dans la salle Roosevelt de la Maison-Blanche, à Washington DC, le 3 mars 2025. © Roberto Schmidt/AFP

Réactions des gouvernements africains

La réaction des gouvernements africains, qui oscille entre dénonciation et volonté de coopération renforcée, illustre la complexité d'un contexte où la sécurité nationale est souvent invoquée pour justifier des mesures perçues comme injustes, « discriminatoires » et « dommageables »

pour leurs relations avec Washington. La mesure, qui interdit totalement ou partiellement l'entrée sur le territoire américain à leurs ressortissants, suscite une forte condamnation diplomatique et populaire en Afrique, perçue comme déconnectée des enjeux de coopération sécuritaire. Certains gouvernements, comme la Somalie ou le

Tchad, cherchent à renforcer leur coopération sécuritaire, mais dénoncent la brutalité de la décision.

Impact sur la jeunesse et l'économie

Ce genre de décision peut avoir des impacts profonds, notamment en limitant les opportunités d'échanges éducatifs, professionnels et culturels pour les citoyens de ces pays. Elle rappelle aussi les tensions et les défis liés à la migration et à la sécurité, tout en soulignant l'importance du dialogue et de la coopération internationale. En effet, la restriction des visas étudiants F1 a déjà empêché des familles burkinabè de scolariser leurs enfants aux États-Unis, risquant de détourner ces étudiants vers d'autres pays comme le Canada ou la France. La mesure pourrait freiner les échanges économiques et académiques, aggravant la fracture migratoire entre l'Afrique et les États-Unis.

Climat politique et image de Washington

La décision ravive les souvenirs de propos dégradants de Trump sur l'Afrique, renforçant l'image d'un partenariat perçu comme méprisant et sécuritaire. Depuis 2024, plusieurs programmes d'aide ont été gelés, accentuant la défiance, et la mesure s'inscrit dans un contexte de tensions accrues entre Washington et le continent africain. Enfin, pour les Africains, cette décision politique contribue à renforcer l'image d'un Occident qui, sous couvert de lutte contre le terrorisme, adopte parfois une posture méprisante et sécuritaire vis-à-vis de leur continent. Cela pourrait avoir des conséquences durables sur les échanges et la perception mutuelle, tout en soulignant la nécessité pour Washington de trouver un équilibre entre sécurité et partenariat respectueux.

Noël Ndong

CHINE-AFRIQUE

Qiu Jianming invite à la solidarité

À l'issue de la réunion ministérielle des coordinateurs sur la mise en œuvre des actions de suivi du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac) tenue le 11 juin à Changsha, le chargé d'affaires a.i. de l'ambassade de Chine, Qiu Jianming, a publié une réflexion dans laquelle il appelle à l'unité entre la Chine et les pays africains.

« Unissons nos cœurs, nos esprits et nos forces pour construire ensemble une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de tout temps à l'ère nouvelle », a déclaré le chargé d'affaires a.i. de l'ambassade de Chine au Congo, Qiu Jianming.

Il a rappelé l'adoption de la Déclaration sino-africaine de Changsha sur la préservation de la solidarité et de la coopération du Sud global au cours de la réunion ministérielle des coordinateurs sur la mise en œuvre des actions de suivi du Focac, dont l'objectif est d'afficher « pleinement » leur détermination « ferme » à renforcer l'émergence collective dans l'unité et à promouvoir ensemble la modernisation. « C'est un grand rendez-vous marqué par l'ouverture et le gagnant-gagnant », a-t-il dit.

« Récemment, certains pays, pour servir ses intérêts égoïstes, ont brandi le bâton des droits de douane et interdit aux ressortissants d'autres pays d'entrer sur leur sol, ce qui a porté gravement atteinte aux intérêts communs de la communauté internationale, surtout ceux des pays en développement », a fait observer le chargé d'affaires a.i.

« Confrontée à un choix historique entre l'ouverture et la fermeture, la Chine continuera d'offrir de nouvelles opportuni-

tés au monde par de nouveaux succès de la modernisation à la chinoise, et d'injecter une nouvelle vitalité à l'Afrique et d'autres partenaires du Sud global par son marché immense », a rassuré Qiu Jianming. Grâce à la conclusion des accords de partenariat économique pour le développement partagé, la Chine, a-t-il ajouté, accordera « le traitement de tarif douanier zéro à 100% de catégories de produits exportés vers la Chine par 53 pays africains ayant les relations diplomatiques avec la Chine, et facilitera davantage les exportations vers la Chine des pays africains les moins avancés, en vue de faire bénéficier l'Afrique du développement de la Chine et de promouvoir une mondialisation économique bénéfique pour tous et inclusive ».

« Renforcer la solidarité et se tenir du bon côté de l'histoire... »

Il a également rappelé la réussite du Sommet de Beijing du Focac tenu en septembre 2024, au cours duquel les présidents Xi Jinping et Denis Sassou N'Guesso ainsi que d'autres dirigeants africains « se sont mis d'accord pour avancer la proposition en six points sur la modernisation, et

mettre en œuvre ensemble les dix actions de partenariat sur la coopération sino-africaine ».

« Depuis le Sommet, grâce à la coopération étroite entre la Chine et le Congo, un certain nombre de résultats préliminaires encourageants ont été obtenus dans la mise en œuvre des résultats du Sommet de Beijing, comme la mise en chantier de la Direction nationale des examens et concours, la signature du Mémoire d'entente sur la coopération en matière de quarantaine animale et végétale, et les avancées significatives du projet de construction de l'institut Confucius », a indiqué le chargé d'affaires a.i.

« Plus la situation internationale est changeante et instable, plus nous devons renforcer la solidarité et nous tenir fermement du bon côté de l'histoire pour orienter le progrès de notre époque et s'opposer ensemble à la politique du plus fort et à tout acte d'intimidation, en vue de faire face à l'incertitude de la situation internationale avec la certitude et la résilience des relations sino-africaines », a-t-il insisté.

L'ouverture et la coopération constituent, selon lui, « la bonne voie à suivre pour l'humani-



Le chargé d'affaires a.i. de l'ambassade de Chine Qiu Jianming

té. Le bénéfice partagé et le gagnant-gagnant représentent l'aspiration de tous les peuples ». La Chine, le Congo et d'autres pays africains, tout en travaillant ensemble pour promouvoir la modernisation, « favoriseront, énergiquement, la solidarité et la coopération entre les pays du Sud global, et créeront un avenir radieux pour la paix et le développement dans le monde ».

Dans l'avenir, il a fait savoir que la Chine entend œuvrer avec le Congo pour assumer les responsabilités qui incombent à la co-

présidence, « mettre en œuvre solidement les acquis du Sommet, orienter le développement de la coopération sino-africaine de haute qualité, et défendre le multilatéralisme, l'équité et la justice ». « Unissons nos cœurs, nos esprits et nos forces pour faire entendre une voix de solidarité plus forte du Sud global et contribuer à la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité », a-t-il conclu.

Yvette Reine Boro Nzaba

DIPLOMATIE

La Russie salue les relations d'amitié et de coopération avec le Congo

À l'occasion de la Journée de la Russie, l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire Ilias Iskandarov en poste au Congo a organisé, le 12 juin, à Brazzaville une cérémonie commémorative pour rappeler l'importance de cette fête nationale proclamée en 1990.

Dans son discours prononcé en présence de plusieurs ambassadeurs accrédités au Congo et autres invités de marque, l'ambassadeur de la Fédération de Russie au Congo a souligné les liens d'amitié et de coopération entre les deux pays. « La République du Congo est un partenaire fiable de la Russie sur le continent africain. Depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1964, la coopération entre nos deux pays s'est développée dans tous les domaines. Aujourd'hui, elle repose sur la base solide de l'amitié entre les peuples russes et congolais, sur les principes du respect et de l'avantage mutuels. Elle est cimentée par le dialogue actif entre les leaders de la Russie et du Congo, leurs excellences les présidents Vladimir Poutine et Denis Sassou N'Guesso », a déclaré le diplomate russe.

En outre, il a rappelé la visite d'Etat effectuée l'an dernier par

le chef de l'Etat congolais en Russie pour participer au sommet des Brics à Kazan en octobre, et tout récemment, « pour prendre part aux différentes célébrations du 80e anniversaire de la Grande Victoire ». Dans ce sens, il a souligné l'importance des efforts déployés par « le vrai sage de la politique africaine, le président Denis Sassou N'Guesso, afin de trouver les solutions de compromis aux situations les plus complexes ».

« La conclusion est évidente : la Russie n'a pas le droit d'être faible. Elle n'a pas le droit de renoncer à ses propres valeurs. L'histoire nous enseigne que la sécurité du continent eurasiatique et, en fin de compte, du monde entier, dépend de la solidité de la position de la Russie. Bien sûr, une telle solidité n'est pas possible sans de bonnes relations, véritablement égalitaires, avec les pays amis, parmi lesquels

la République du Congo occupe une place particulière », a assuré l'ambassadeur de la Fédération de Russie, Ilias Iskandarov.

Parlant du processus de la décolonisation, il a déclaré : « Dans un contexte de la multipolarité, nous voyons plus clairement la perspicacité des fondateurs de l'ONU, qui ont placé à la base du fonctionnement de l'Organisation mondiale le principe de l'égalité souveraine des États, indépendamment de la superficie de leur territoire, de leur potentiel démographique, de leurs ressources ou de leur puissance. Rappelons que c'est précisément le droit des nations à l'autodétermination qui a constitué le fondement juridique international du processus de décolonisation. »

A propos du 12 juin...

La Journée de la Russie célébrée le 12 juin de chaque année est la prin-

cipale fête nationale proclamée en 1990, date à laquelle la Déclaration sur la souveraineté étatique de la Russie a été adoptée. « À ce jour, notre pays a également reçu son nouveau nom : la Fédération de Russie », a précisé le diplomate qui s'est dit « énormément heureux » d'accueillir à l'ambassade les partenaires et les amis de son pays, ainsi que ses compatriotes.

« Aujourd'hui, il est difficile d'imaginer qu'au début des années 1990, après l'effondrement de l'URSS, beaucoup pensaient que c'était la fin de l'histoire et qu'un monde unipolaire allait régner pour toujours, une Pax Americana mondiale, où tout ce qui se passait sur la planète devait être surveillé par l'Occident. C'est précisément à cette époque que notre pays a formulé un concept novateur de multipolarité », a fait savoir l'ambassadeur.

« Peu de nos partenaires étrangers étaient alors prêts à le

prendre au sérieux. Cependant, nos amis chinois ont partagé les idées russes. En 1997, la Déclaration commune sur un monde multipolaire et la formation d'un nouvel ordre international a été signée. Il s'agissait du tout premier document international sur ce sujet. Ainsi, les prédictions de la Russie et de ses alliés se sont avérées concrètes », a ajouté Ilias Iskandarov.

L'ambassadeur a aussi évoqué la part des pays du Brics dans le PIB mondial en parité de pouvoir d'achat, qui s'élevait, selon lui, à 37% même avant son récent élargissement. « Cette union dépasse largement la part du Groupe des sept, qui est de 29%. À la fin de 2024, malgré les 29 mille sanctions collectives imposées par l'Occident, la Russie a dépassé le Japon et est devenue la quatrième économie du monde », a assuré le diplomate.

Y.R.B.Nz.

ALBINISME

La Fondation Mwimba-Texas lance un appel à la solidarité

Près de 300 albinos ont été réunis, le 13 juin, dans la salle de conférence du Centre de rééducation pour handicapés physiques, dans la commune de la Gombe, pour la célébration de la Journée internationale de sensibilisation à l'albinisme fêtée dix ans après.

La journée vise à sensibiliser au handicap rare qu'est l'albinisme et à faire en sorte que les personnes atteintes aient accès à la protection solaire et à des soins de santé appropriés pour prévenir le cancer de la peau. Et cette commémoration était une occasion pour la Fondation Mwimba-Texas (FMT) de lancer un appel à la solidarité, à l'égalité et à la dignité. «*Cette journée est bien plus qu'une simple commémoration. Elle est un appel vibrant à la solidarité, à l'égalité et à la dignité. En unissant nos voix, nos forces et nos engagements, nous affirmons notre volonté collective de bâtir une société inclusive où chaque individu, quelle que soit sa différence, a droit à l'amour, au respect et à la justice*», a indiqué le président de la FMT, Glody Mwimba. Nous



Consultations ophtalmologiques et remise des produits aux albinos/Adiac

nous réunissons pour honorer, célébrer et soutenir les personnes atteintes d'albinisme, reconnaître leurs droits, mettre en lumière leur résilience et dénoncer les discriminations dont elles sont encore trop souvent victimes, a-t-il poursuivi.

Proclamée par l'ONU depuis 2015, cette journée mondiale dénonce les discriminations

persistantes, met en lumière les réalités vécues par les albinos et mobilise citoyens et organisations pour construire une société plus inclusive. Le thème de la journée pour 2025 est «*Revendiquer nos droits : Protéger notre peau, préserver nos vies*».

Des messages de sensibilisation et partage des produits

Après des messages de sensibilisation sur la protection de la peau et de s yeux des albinos, des partenaires de la Fondation Mwimba -Texas sont intervenus pour partager sur la santé sexuelle et reproductive. «*Vous devez savoir revendiquer vos droits et vous protéger contre les maladies sexuellement transmissibles et des grossesses non désirées*», a indiqué Per-

sé Mabuongo, un des représentants de ces partenaires. Des crèmes solaires et des parasols ont été remis aux albinos pour la protection de leur peau. Et des préservatifs et autres produits ont également été distribués aux albinos adultes dans le cadre de la santé sexuelle et reproductive.

Des consultations ophtalmologiques ont également été organisées en vue de déceler les éventuels problèmes des yeux chez les albinos. Ceux dont ces examens ont révélé la nécessité de port des lunettes vont être pourvus par le cabinet Big Optique. La FMT, rappelle-t-on, a été accompagnée dans l'organisation de cette journée à Kinshasa par ses partenaires dont Big optique, La Roche Posay, Fondation Kadima, Fondation La Naomie, MSI et Yapf International/RDC.

Lucien Dianzenza

ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Unicef plaide pour les intérêts des enfants dans l'élaboration du budget

Dans le domaine de la promotion, la protection et la défense des droits des enfants, le gouvernement a certes fourni d'énormes efforts dans l'amélioration de la situation des enfants congolais.

Beaucoup reste à faire dans certains secteurs, notamment la santé, l'éducation pour ne citer que ceux-là. Soucieux de voir améliorer la situation des enfants en République démocratique du Congo (RDC), le représentant du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) en RDC, John Agbor, a une fois de plus porté la voix des enfants congolais auprès du président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe. Au cours de l'audience que le président de l'Assemblée nationale lui a accordée récemment, le représentant de l'Unicef a plaidé en faveur de l'amélioration de la situation de l'enfant congolais en général et de la jeune fille congolaise en particulier. Il s'agissait, pour le représentant de l'Unicef de s'assurer que l'Assemblée nationale accompagne le gouvernement congolais à travers une législation en faveur du droit de l'enfant concrétisant les différents traités internationaux qu'il a ratifiés.

D'autre part, le représentant de l'Unicef en RDC a plaidé pour l'augmentation du budget alloué aux domaines ayant trait aux droits de l'Enfant, notamment l'éducation et la santé. Il a exprimé la disponibilité de l'Unicef à travailler en collaboration avec l'Assemblée nationale pour s'assurer que les droits de l'Enfant soient bénéficiaires d'une législation et d'un budget conséquent. Le speaker de la chambre basse du Parlement s'est dit intéressé par la main tendue par l'Unicef. Il a précisé que cette collaboration tombe à point nommé au moment où la RDC vit un drame humanitaire dans la partie Est du pays mettant en errance plusieurs enfants détachés de leurs Parents à cause de la guerre injuste imposée par le Rwanda. Il a également signalé que la chambre basse du Parlement travaille déjà dans ce sens en appuyant à travers une législation les réformes valorisant les enfants et les jeunes. Il a, par ailleurs, adhéré à la demande de la relance du Parlement d'enfants congolais en collaboration avec l'Assemblée nationale.

Blandine Lusimana

RDC

Olpa satisfait de la libération d'un journaliste

Tout en étant soulagé par cette libération, OLPA a néanmoins condamné la traque des journalistes par le mouvement rebelle.

L'Organisation de défense et de promotion de la liberté de presse, l'Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (OLPA), s'est dite satisfaite de la libération de Jérémie Wakahasha Bahati, directeur de la Radio Télévision crétienne Porte Étroite (RTCPE) émettant à Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu. Ce professionnel des médias a été

libéré, le 11 juin 2025, après 17 jours de détention dans un cachot au bâtiment de l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu. Tout en étant soulagé par cette libération, OLPA a néanmoins condamné la traque des journalistes par le mouvement rebelle. Le journaliste, a indiqué l'OLPA, a été interpellé le 25 mai 2025 par des éléments du Mouvement du 23 mars - Alliance du Fleuve Congo (M23), groupe rebelle qui occupe la ville de Goma depuis janvier 2025. «Il a été accusé d'avoir publié sur les réseaux sociaux une information relative à l'assassinat d'un chauffeur de bus au quartier Kyeshero à Goma, par des membres armés du M23-AFC», a indiqué cette organisation. A en croire l'OLPA, le journaliste a rejeté cette accusation. «Ce dernier reconnaît avoir seulement partagé la publication d'un autre journaliste sur les réseaux sociaux», a souligné l'OLPA. Dans ses précédentes actions, cette organisation a mené un plaidoyer pour la libération de ce professionnel des médias.



Jérémie Wakahasha

L.D.

FESTIVAL DU FILM EUROPÉEN-AFRICAIN

Le Congo à l'honneur avec « Prosper »

Le 13 juin à Canal Olympia, le rideau est tombé sur le festival du film européen-africain, organisé conjointement avec la première édition du Wisu film festival. En clôture, « Prosper », une comédie-fantaisie signée Yohann Gloaguen, a enchanté le public en rendant un hommage haut en couleurs à la sape congolaise.

Salle comble, lumières éteintes, silence : la projection de « Prosper » peut commencer. Pendant 1h30, le public brazzavillois a suivi les mésaventures d'un chauffeur Uber, Prosper, qui, une nuit, prend à bord un passager mourant, King. Pris de panique, il se débarrasse du corps... non sans lui dérober ses bottines en croco. En les chaussant, Prosper devient malgré lui l'hôte de l'esprit de King, un sapeur-gangster respecté et redouté. Ce tandem improbable, un homme ordinaire et une figure légendaire, va alors mener l'enquête pour retrouver l'assassin de King. Le film se déploie dans une esthétique flamboyante, où la sape devient personnage à part entière. Entre dialogues en lingala, ambiance musicale savoureuse et humour décalé, Prosper s'impose comme une comédie policière originale, drôle et fantastique.

Jean-Pascal Zadi incarne un Prosper à la fois hilarant et touchant, naviguant entre loser sympathique et sapeur habité. À ses côtés, un casting riche : Cindy Bruna, Jessy Salomé Ugolin, Steve Tientcheu, Slimane Dazi, Guillaume Duhesne, Salimata Kamate.

La projection a fait vibrer les sapeurs présents qui, peu avant la projection du film, avaient offert au public une belle ambiance à travers un défilé riche en couleurs et en styles vestimentaires. Lounionguissi Miss Madison témoigne : « C'est un plaisir



de voir notre art valorisé. La sape, c'est plus qu'une parade, c'est une histoire, notre histoire congolaise ».

Deux festivals en un et plus d'un mois de cinéma itinérant

Organisé par la délégation de l'Union européenne avec la Forge Production, ce double festival a proposé plus d'un mois de projections itinérantes, sillonnant Brazzaville et au-delà. « Le cinéma est né pour être partagé. En allant vers les quartiers, les petites villes, les villages, on donne

accès à ceux qui n'osent pas pousser la porte d'une salle obscure. Le cinéma devient alors une place publique où l'imaginaire circule librement », explique Armelle Luyzo Mboumba, réalisatrice et responsable de la Forge Production.

Le double festival s'était ouvert à l'Institut français du Congo avec « L'histoire de Souleymane » de Boris Lojkin. Suivirent « Nouvelle vie » de Richi Mbebele, « Nous, Étudiants ! » de Rafiki Fariala, « La chapelle » de Jean-Michel Tchissoukou, « Gloria

» de Margherita Vicario, puis des escales à Kinkala, Yé ou Nkayi avec des œuvres comme « Ordales », « Les 4 âmes coyote », « Villes résilientes » ou « Pour quelques barres de chocolat ». Le périple s'est conclu avec « Mambour Pierrette » le 11 juin et « Prosper » le 13 juin.

À chaque projection, la même magie opère : la surprise d'un écran géant dressé dans un quartier, les rires, les discussions spontanées. Pour plusieurs, c'était une première.

Les défis d'un cinéma nomade

Cette aventure a exigé une logistique impressionnante : transporter les écrans, projecteurs, groupe électrogène et sonorisation dans des zones isolées ; négocier les droits de diffusion ; prévoir un plan B en cas de pluie. Mais le jeu en valait la chandelle, comme le souligne le réalisateur congolais Albe Diaho : « Voir mon film respirer en plein air, devant des gens qui n'iraient jamais dans un multiplexe, c'est brutal et beau ». Richi Mbebele ajoute : « Chaque étape m'offre un nouveau regard sur mon travail. C'est mon vrai salaire ».

Un clap de fin émouvant !

À l'heure de refermer cette édition, l'ambassadrice de l'Union européenne au Congo, Anne Marchal, s'est dite émue tout en reconnaissant que ce fut une belle aventure culturelle, humaine et diplomatique. « J'essaie de ne pas être triste entre cette présentation et la projection du film. Merci au public d'avoir répondu présent à notre invitation. Merci à tous ceux qui ont travaillé à la mise en place de ces actions durant ce mois de célébration du mois de l'Europe », a-t-elle déclaré. En baissant le rideau, elle a également encouragé les cinéastes congolais à poursuivre sur cette lancée de promotion du 7e art.

Merveille Jessica Atipo

APPRENTISSAGE

Une masterclass sur la prise de parole en public

L'événement qu'organise l'agence événementielle Clesh Planner, le 28 juin en début d'après-midi dans la grande salle de l'hôtel de la Préfecture à Brazzaville, est relatif aux dix ans de carrière de l'un des chroniqueurs culturels, Daniel Makaya, intervenant en public pendant les événements de toute nature.

La masterclass sur la prise de parole en public sera animée par Daniel Makaya, animateur télé et maître de cérémonie. Cette rencontre organisée par l'agence événementielle Clesh Planner, une structure soignée par son engagement à valoriser les talents nationaux, s'inscrit dans le cadre de la célébration des dix ans de carrière dudit animateur principal. En effet, dans un monde où les mots peuvent ouvrir les portes les plus solides, savoir s'exprimer clairement, avec assurance et conviction, devient une compétence incontournable. Que ce soit lors d'un entretien d'embauche, d'une présentation professionnelle, d'un discours solennel ou même d'une conversation décisive, le pouvoir de la parole est immense, mais encore trop souvent sous-estimé. C'est donc à cette problématique que Daniel Makaya a choisi de répondre à travers cette formation immersive d'une journée, conçue pour transformer les appréhensions en assurance, le stress en présence, les hésitations en puissance oratoire.

La masterclass se déroulera dans un format intensif, mêlant apports théoriques, exercices pratiques et mises en situation réelles. Parmi les points abordés figureront, entre autres, Comment

utiliser sa voix pour capter l'attention et maintenir l'intérêt ? Quels gestes, postures et attitudes corporelles renforcent le message ? Comment structurer un discours ou une intervention pour qu'elle soit mémorable ? Comment gérer le trac et prendre la parole avec sérénité et impact ? À ces thématiques, l'objectif est clair, doter chaque participant des outils concrets pour s'exprimer avec confiance, quelle que soit la situation. Cette journée s'annonce donc comme une expérience forte, entre formation pratique, coaching personnalisé et immersion dans l'univers de l'éloquence stratégique. C'est un investissement accessible et une expérience rare.

Au-delà de l'acquisition de techniques de prise de parole, cette masterclass est une véritable transformation personnelle que promet l'événement. Derrière les mots, c'est souvent une image de soi qui se reconstruit, celle d'un individu capable de captiver, de convaincre et d'inspirer. « Cette masterclass est une urgence. Dans notre société, trop de voix restent enfermées à cause de la peur, du doute ou simplement du manque de méthode. Pourtant, savoir s'exprimer clairement peut changer une vie, décrocher un

poste, défendre un projet, inspirer un groupe et même désamorcer un conflit. Il ne suffit donc pas d'avoir de bonnes idées, il faut aussi savoir les dire de manière percutante. Pour participer à cette masterclass », a ex-

pliqué Bocoléche Sem Ondongo, directeur de l'agence Clesh Planner.

Cet événement est un credo qui résonne particulièrement dans un pays où la jeunesse déborde de talents, mais peine parfois à faire valoir ses

idées faute de maîtrise des codes de communication. Conscient des réalités locales, l'organisateur a opté pour une tarification inclusive, avec deux formules au choix : classique pour assister à la formation et recevoir un support pédagogique, et premium, avec des avantages supplémentaires (accès préférentiel, échange personnalisé avec le formateur, épilogue gustatif). « C'est un tarif modique, quand on sait que des formations similaires nécessitent la mobilisation des ressources financières significatives. Les places étant volontairement limitées pour garantir la qualité de l'expérience, il est fortement conseillé d'en réserver rapidement au +242068081168. Ne ratez pas cette occasion unique de vous révéler à travers la parole, dans un cadre professionnel, inspirant et tourné vers l'action. Clesh Planner et Daniel Makaya vous donnent rendez-vous pour une journée qui pourrait tout changer », dit l'organisateur. Notons que l'animateur de l'événement, Daniel Makaya, a déjà accompagné de nombreuses institutions, des artistes et promoteurs culturels à travers le pays et ailleurs.

Bruno Zéphirin Okokana

N°01/DP/PPSAC6/OCEAC/25
Notice officielle de publication (« Tender Notice »)

Avis de Demande de Proposition

Pays : Cameroun, République du Congo-Brazzaville, Gabon, République Centrafricaine, Tchad

Nom et adresse de l'agence d'exécution : Organisation de Coordination pour la lutte contre les Endémies en Afrique Centrale (OCEAC) 814, Rue 2003, Yaoundé II / BP 15 665, Yaoundé, Cameroun / **contact@oceac.org, marcheppsac@gmail.com**

Date : Juin 2025

Titre : Sélection des Partenaires de Mise en Œuvre des projets liés à l'amélioration des connaissances groupes cibles sur le sujet VIH/SIDA et la lutte contre la stigmatisation et la discrimination des Personnes vivant avec le VIH/SIDA (PvVIH) au niveau des pays membres de la CEMAC

Tender-Nr. : N° 01/DP/PPSAC6/OCEAC/25

Intitulé du projet : Projet prévention du VIH-SIDA en Afrique Centrale (PPSAC)

Type d'Avis : Avis d'Appel d'Offres

Titre du contrat : Demande de Proposition (DP)

N° 01/DP/PPSAC6/OCEAC/25 relatif à la sélection des Partenaires de Mise en Œuvre des projets liés à l'amélioration des connaissances groupes cibles sur le sujet VIH/SIDA et la lutte contre la stigmatisation et la discrimination des Personnes vivant avec le VIH/SIDA (PvVIH) au niveau des pays membres de la CEMAC

Numéro BMZ/KfW : 2018 67 852 & 2020 67 080

Numéro de passation de marché : ID 512078

Adresse sous laquelle les documents de la Demande de Proposition peuvent être obtenus en intégralité :

OCEAC à Yaoundé, Cameroun

Madame le Secrétaire Exécutif

(Face ancienne Morgue de l'Hôpital Central de Yaoundé)

814, Rue 2003, Yaoundé II / BP 15 665, Yaoundé, Cameroun

contact@oceac.org, marcheppsac@gmail.com

Description du projet / objet du contrat, contexte, calendrier et informations supplémentaires :

1. Dans le cadre la lutte contre le VIH SIDA en Afrique centrale, l'Employeur (l'OCEAC) et la KfW ont signé une Convention Séparée qui prolonge le Projet de Prévention VIH SIDA (PPSAC) pour une phase VI. L'OCEAC, bénéficiaire des fonds a l'intention d'engager un ou plusieurs consultants pour lequel la présente demande de propositions est émise. La KfW assure le financement du projet. Tout paiement est soumis aux accords de financement sous-jacents et aucune autre partie que l'Employeur (OCEAC) ne pourra tirer de droits ou avoir des revendications sur le produit du projet.
2. L'Employeur lance une demande de propositions pour la fourniture des prestations de conseil suivantes (ci-après dénommés les « Services ») :

Les prestations à exécuter sont divisées en cinq (05) lots répartis entre cinq pays de la zone CEMAC :

- Lot 1 :** Amélioration des connaissances des groupes cibles sur le sujet VIH/SIDA et la lutte contre la stigmatisation et la discrimination des Personnes vivant avec le VIH/SIDA (PvVIH) au niveau du **Cameroun** ;
- Lot 2 :** Amélioration des connaissances des groupes cibles sur le sujet VIH/SIDA et la lutte contre la stigmatisation et la discrimination des Personnes vivant avec le VIH/SIDA (PvVIH) au niveau du **Congo-Brazzaville** ;
- Lot 3 :** Amélioration des connaissances des groupes cibles sur le sujet VIH/SIDA et la lutte contre la stigmatisation et la discrimination des Personnes vivant avec le VIH/SIDA (PvVIH) au niveau du **Gabon** ;
- Lot 4 :** Amélioration des connaissances des groupes cibles sur le sujet VIH/SIDA et la lutte contre la stigmatisation et la discrimination des Personnes vivant avec le VIH/SIDA (PvVIH) au niveau de la **République Centrafricaine** ;
- Lot 5 :** Amélioration des connaissances des groupes cibles sur le sujet VIH/SIDA et la lutte contre la stigmatisation et la discrimination des Personnes vivant avec le VIH/SIDA (PvVIH) au niveau du **Tchad**.

Plus de détails sur les Services sont fournis dans les Termes de référence (Section VII) de la Demande de Proposition.

3. La participation à la présente Demande de Proposition est réservée sans restriction aux entreprises spécialisées en communication: ONG nationales, régionales ou internationales, Cabinets ou

bureaux d'étude en marketing social, Organisations de la société civile, Sociétés privées, sociétés Publiques et parapubliques, etc.

4. Une entreprise sera sélectionnée suivant les procédures de la KfW décrites dans les Directives pour la passation des marchés de prestations de conseils, travaux de génie civil, installations, fournitures et services divers dans la Coopération financière avec des pays partenaires et qui peuvent être consultées sur le site www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Download-Center/PDF-Dokumente-Richtlinien/FZ-Vergaberichtlinien-V-2021-FR.pdf
 5. La Demande de Proposition peut être consultée de 08h30 à 14h30 (heure locale), dès publication dans le GTAI du présent avis et jusqu'à la date limite de dépôt des candidatures, au Bureau de la Coordination du Projet Prévention VIH SIDA en Afrique Centrale (PPSAC) situé à l'OCEAC (face ancienne morgue de l'hôpital Central de Yaoundé). 814, Rue 2003, Yaoundé II/ BP 15 665 Yaoundé, **Cameroun**.
- La Demande de Proposition peut être obtenue au Bureau de la Coordination du Projet Prévention VIH SIDA en Afrique Centrale (PPSAC) situé à l'OCEAC (face ancienne morgue de l'hôpital Central de Yaoundé). 814, Rue 2003, Yaoundé II/ BP 15 665 Yaoundé, Cameroun dès publication du présent avis.
- Elle peut aussi être obtenue par voie électronique sur demande à l'adresse marcheppsac@gmail.com avec en copie à contact@oceac.org et mahamat.cherif@oceac.org
6. Le dossier existe uniquement en version Française et sera envoyé par courrier électronique et un accusé de réception sera réclamé.
 7. Les offres doivent être déposées contre décharge à l'adresse indiquée ci-dessus, **quarante-cinq jours après publication de l'avis dans le GTAI soit le jeudi 31 juillet 2025 à 10 heures locales GMT+1**. Les offres peuvent être soumises : (i) soit par courrier postal rapide (type DHL) ; (ii) soit être déposées à l'adresse physique indiquée ci-dessus. Les offres reçues après le délai fixé seront rejetées.

Nota bene sur le Point 4 : Procédures de la KfW en trois langues (allemand, français et anglais) :

Directives pour la Passation des Marchés de Prestations de Conseils, Travaux de Génie Civil, Installations, Fournitures et Services Divers dans la Coopération financière avec des Pays Partenaires (Version du document Janvier 2019, dernière modification en date de Juillet 2024)

HUMEUR

Et le mauvais ménage entre le bruit des assemblées chrétiennes et des malades !

Des bruits, tels qu'ils sont produits dans des milieux de culte laissent à désirer. Si ces sonorités soulagent et soignent comme le soutiennent certains croyants, pour le commun des mortels qui observe de près cette triste réalité, elles sont de plus en plus à l'origine de nombreuses pathologies psycho-somatiques et cardio-vasculaires.

Il est difficile dans nos villes de dépasser dix à trente parcelles d'habitation sans constater l'installation soit d'une paroisse ou autre lieu de culte où des milliers de fidèles passent toute leur journée à battre des tam-tams, à chanter, à crier, bref à créer des cacophonies interminables qui sonnent très mal aux oreilles non seulement des fidèles eux-mêmes mais aussi et surtout des habitants des parcelles environnantes.

Les responsables de ces lieux de culte font semblant d'ignorer que parmi leurs fidèles, il y a des hypotendus ou hypertendus, ceux souffrant de céphalées, de migraines de toute sorte... Des sujets porteurs de différentes pathologies qui ne font pas bon ménage avec des bruits aux décibels pointus et ennuyeux.

Ces pasteurs, apôtres et évangélistes qui autorisent ces bruits le savent pertinemment. L'homme n'est pas que l'âme qu'ils guident, mais aussi les organes qui nous donnent les cinq sens. Dans une secte que nous taisons le nom, un jeune a abîmé ses tympans à cause de ces bruits. Dans le même ordre d'idées, un fidèle d'un certain âge souffrant d'hypotension a porté plainte contre une autre secte à cause des bruits exagérés produits par des mégaphones accrochés à proximité de la fenêtre de celui-ci.

Finalement, qu'en est-il de la mesure sur les nuisances sonores des églises ? Où sont les gestionnaires des quartiers et blocs pour son exécution ? Comment admettre que dans un petit périmètre, l'on trouve deux à trois sectes religieuses où les gens sont comme pris en otage ? Au moindre reproche qui leur est fait, l'on est traité de tous les noms de malfaiteurs. De nombreux malades qui sont des voisins de ces sectes sont obligés de se taire, souffrant dans leur for intérieur. C'est triste comme réalité !

Le bruit perturbe le sommeil du malade et cela est connu par ces hommes de Dieu qui font sciemment. Ce qui les préoccupe ce sont des offrandes qu'ils gagnent après ces interminables decibels. Entre nous soit dit, est-ce vraiment humain ?

Affaire à suivre...

Faustin Akono

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Loussilaho Nkounkou Enoche Angena. Je desire être appelé désormais Kisolokélé Nkounkou Enoche Angena.

Tout personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois mois.

COOPÉRATION

Le navire italien Bettica fait escale

Dans le cadre de la coopération entre le Congo et l'Italie visant le renforcement des liens, la collaboration et l'interopérabilité entre les deux marines, le patrouilleur italien Bettica a fait escale au Port autonome de Pointe-Noire, du 10 et 12 juin.



L'ambassadeur d'Italie au Congo prononçant son allocution de bienvenue.

Pour saluer la coopération dynamique entre les deux pays, un cocktail de bienvenue a été offert par Enrico Nunziata, ambassadeur d'Italie au Congo, le 10 juin, en présence du général de division René Boukaka, chef d'état-major adjoint des Forces armées congolaises; d'Anne Marchal, ambassadrice de l'Union européenne au Congo; ainsi que de plusieurs autorités civiles et militaires du département de Pointe-Noire.

Des échanges et sessions de formation dans le domaine de la sécurité maritime ont été au menu des séances de travail entre les marins des deux pays lors de cette escale ponténegrine. « La présence du patrouilleur Bettica ici à Pointe-Noire représente une possibilité significative d'échanges, de formation et de coopération dans le domaine de la sécurité maritime. Un domaine dans lequel l'Italie, l'Union européenne et le Congo partagent un engagement commun », a dit Enrico Nunziata, ambassadeur d'Italie au Congo, en accueillant ses convives.

L'escale du navire italien Bettica s'inscrit dans le cadre de l'opération dite « Gabinia » que mène le navire italien dans le golfe de Guinée jusqu'au mois de juillet. « L'Italie est pleinement engagée à poursuivre ses efforts pour le renforcement de la sécurité maritime dans le golfe de Guinée, notamment à travers l'opération «Gabinia» que mène le patrouilleur Bettica ainsi qu'à travers les présences coordonnées de l'Union européenne en soutien à l'Architecture de Yaoundé, ceci au bénéfice des Etats côtiers de la région pour leur stabilité et leur prospérité et bien sûr au profit de la coopération économique réciproque », a ajouté le diplomate italien.

En saluant la coopération agissante entre le Congo et l'Italie avec pour but d'asseoir la stabilité maritime de la région, le capitaine de frégate Francesco Marangio, commandant du navire Bettica, a dit: « Les objectifs de cette mission sont multiples et d'une importance fondamentale. En premier lieu,

garantir la sécurité maritime, condition indispensable à la stabilité et à la prospérité de cette région. En parallèle, nous nous engageons activement dans la lutte contre le phénomène de la piraterie, une menace qui continue de susciter des préoccupations. Un autre pilier de notre action est le renforcement de la coopération et de l'interopérabilité avec les marines du golfe de Guinée, car nous croyons fermement que seules des actions conjointes permettront de faire face à des défis aussi complexes ».

Une visite protocolaire auprès du premier vice-maire, Louis Gabriel Missatou, représentant le maire de Pointe-Noire, et auprès du préfet du département de Pointe-Noire, Pierre Cebert Ibocko Onanga, a eu lieu le 11 juin. La cérémonie de descente du drapeau sur la Bettica a sanctionné la fin du séjour de travail de la marine militaire italienne à Pointe-Noire avant l'appareillage du navire le 12 juin en matinée.

Hervé Brice Mampouya

DISPARITION

Dernier hommage à l'ancien ministre Bernard Tchibambelega

Les corps constitués nationaux, emmenés par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, ont rendu le 13 juin au Palais des congrès de Brazzaville un dernier hommage à l'ancien ministre de la Pêche et de l'Aquaculture, Bernard Tchibambelega, avant son inhumation au cimetière familial de Mayitoukou, dans le département du Pool.

Né le 14 juin 1946 à Brazzaville, l'ancien député et secrétaire général du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI) est décédé le 21 mai à l'âge de 79 ans. Le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, a déposé une gerbe de fleurs en s'inclinant devant le cercueil contenant le corps sans vie de Bernard Tchibambelega. Avec une carrière bien remplie aux plans associatif, politique et administratif, l'illustre disparu aura marqué la vie publique nationale.

Le ministre de la Santé et de la Population, Jean Rosaire Ibara, a, dans son éloge funèbre, rappelé que Bernard Tchibambelega a été un élève docile et travailleur sur les bancs des écoles de Bacongo, Moukondzi-Ngouaka et Fraternité de Brazzaville. « Tu as travaillé sans cesse pour te former, te perfectionner, comprenant si bien que le savoir a son prix et que l'instruction est, après le pain, le premier besoin de l'homme. L'avenir serait brillant devant toi et te sourire », a-t-il déclaré.

En effet, après l'obtention du baccalauréat série D au lycée Savorgnan de Brazza, Bernard Tchibambelega a été orienté à l'Université Paul Sabatier de Toulouse, puis à l'Ecole normale supérieure agronomique et la faculté des sciences économiques de Toulouse en France, en vue de l'obtention d'une maîtrise de biologie et physiologie,



Denis Sassou N'Guesso s'inclinant devant la mémoire de Bernard Tchibambelega

du diplôme d'ingénieur agronome et d'un doctorat 3e cycle économie et droit rural. « Universitaire de renom, le ministre Bernard Tchibambelega a inscrit son nom dans le panthéon des héros à l'Institut de développement rural de l'Université Marien-Ngouabi où il a été maître-assistant. Son amour avéré de l'économie rurale atteint son apogée lorsque le chef, comme il aimait appeler le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, lui confia

la mission en 1982 de créer le Crédit rural du Congo. Une institution financière novatrice destinée à impulser le retour à la terre et d'accompagner le développement rural, traçant ainsi la voie pour les nouvelles générations », a rappelé Jean Rosaire Ibara.

Au plan politique, Bernard Tchibambelega fit son entrée en politique à la fin des années 1980 où il intègre le comité central du Parti congolais du travail (PCT) en 1989

comme chef de division prospective et analyse de politiques économiques. Deux ans après, il quitte le PCT avec l'avènement de la démocratie pour intégrer le MCDDI. Député, il fut premier vice-président, deuxième vice-président et deuxième questeur de l'Assemblée nationale. « Monsieur le ministre, tu as été parlementaire, conseiller économique et financier du chef de l'Etat, ministre de la Pêche et de l'Aquaculture, excellent négociateur en politique,

épris de paix et de dialogue, tu as participé à la signature des accords liant le PCT et le MCD-DI, scellant ce qui convie d'appeler socle de l'unité nationale. Doué d'une puissance de travail remarquable, tu as donné sans compter tes forces, ton intelligence, ton cœur », a témoigné Jean Rosaire Ibara.

Selon lui, ce grand ami du président de la République aura été présent dans toutes ses batailles. Il était de ceux qui n'économisaient ni leur temps, ni leur énergie au service de l'Etat et du bien public. Son éthique de travail et sa détermination à toujours viser le meilleur ont fait, a-t-il poursuivi, de lui un modèle pour les jeunes générations de fonctionnaires et des leaders politiques. « Grand administrateur, prosternons-nous devant la transcendance pour saluer sa mémoire, magnifier son œuvre, prier pour son inscription dans la mémoire collective en signe de gratitude pour son dévouement à la cause de l'administration congolaise. Ta combattivité, ta fidélité à tes devoirs, tes grandes qualités d'administrateur ne seront pas seulement dans nos mémoires, mais aussi et surtout dans nos activités quotidiennes », a laissé entendre le ministre de la Santé. Notons que pour des loyaux services rendus à la nation, Bernard Tchibambelega a été élevé au rang de chevalier dans l'ordre du mérite congolais.

Parfait Wilfried Douniama

RÉFLEXION

Au cœur de l'Unesco ...

Si il est dans le moment présent un enjeu majeur pour le Congo, notre Congo, c'est bien celui de l'élection à la tête de la direction générale de l'Unesco de Firmin Edouard Matoko qui a déposé sa candidature et qui a de sérieuses chances de sortir vainqueur de ce grand scrutin. Ceci pour la simple raison que cette grande institution est l'une des plus dynamiques, des plus efficaces de la communauté mondiale dans le temps historique que nous vivons grâce à l'art, à la culture, à l'enseignement sous toutes leurs formes.

Présent et actif depuis trente-cinq ans au sein de cette puissante institution majeure de l'Organisation des Nations unies, le candidat congolais est placé en bonne, très bonne position pour en diriger la gouvernance. Mais encore faut-il que nous nous mobilisions tous, chacun à son niveau au sein de la communau-

té mondiale, pour faire en sorte que la candidature de l'Afrique centrale soit soutenue par la majorité des pays membres de l'Unesco.

Après avoir présenté sa candidature au poste de directeur général devant les ambassadeurs, Firmin Edouard Makoko a dévoilé sa vision qui précise de façon claire son programme : « Je m'engage à maintenir au quotidien l'indispensable unité d'esprit et la confiance réciproque qui se doivent, entre les organes directeurs et le secrétariat, condition sine qua non pour réaliser pleinement l'acte constructif. L'histoire nous donne à nouveau rendez-vous. Notre devoir est de réaffirmer avec plus d'ardeur la vision de nos fondateurs. Car, il n'y a pas pires barrières au progrès et à la paix que celles qui divisent les peuples et les nations en raison de leurs différences, de quelque nature qu'elles soient. Ces barrières,

l'Unesco a le pouvoir de les briser dans l'esprit des femmes et des hommes de cette planète. »

Les semaines et les mois à venir diront si ce message a été entendu mais il confirme que le candidat congolais, s'il est élu comme nous l'espérons tous, poursuivra non seulement sans défaillance mais avec une encore plus grande ampleur les actions qu'il a menées tout au long de son mandat technique à la direction de l'Unesco. Ce qui donnera à l'Afrique en général, à l'Afrique centrale en particulier une influence très réelle.

Voyons donc si la communauté internationale dans son ensemble répondra de façon positive au programme que Firmin Edouard Matoko a formulé ces derniers temps et que nous relayons avec force.

Jean-Paul Pigasse